

c) samenvatting : het eindresultaat van het beheersjaar 2000 wordt als volgt samengevat	
ontvangsten	420.961.106
uitgaven	327.867.636
ontvangstenoverschot	93.093.470

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Gegeven te Brussel, 1 februari 2008.

M. ARENA,  
Minister-President, belast met het Leerplichtonderwijs

M.-D. SIMONET,  
Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen

M. DAERDEN,  
Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport

F. LAANAN,  
Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector

M. TARABELLA,  
Minister van Jeugd en Onderwijs voor sociale Promotie

C. FONCK,  
Minister van Kind, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid

—  
Nota

(1) *Zitting* 2006-2007  
Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr.380-1  
*Zitting* 2007-2008  
Stukken van het Parlement – Verslag, nr.380-2  
Integraal verslag - Bespreking en aanneming - Vergadering van 22 januari 2008.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/15481]

**1<sup>er</sup> FEVRIER 2008. — Décret contenant le règlement définitif du budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 2001 (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et, Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

PREMIERE PARTIE. SERVICES D'ADMINISTRATION GENERALE  
DU MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE  
ANNEE BUDGETAIRE 2001

CHAPITRE I<sup>er</sup>

Engagements effectués en exécution du budget

§ 1<sup>er</sup>. Fixation des crédits dissociés d'engagement

**Article 1<sup>er</sup>**

Les crédits d'engagement alloués par décrets budgétaires pour l'année budgétaire 2001, s'élèvent à 1.179.400.000 francs (annexe tableau I colonne 1)

§ 2 Fixation des engagements à charge des crédits dissociés

**Article 2**

Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent à 974.025.680 francs (annexe tableau I colonne 4)

**Article 3**

Les crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 205.374.320 francs (annexe tableau I colonne 6). Conformément aux dispositions des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, ce montant est annulé. (annexe tableau I colonne 8).

§ 3. Fixation des crédits variables d'engagement

**Article 4**

Les crédits variables d'engagement affectés pour les engagements de l'année budgétaire 2001 s'élèvent à 5.042.716.019 francs (annexe tableau IV engagements colonne 2).

Le solde de départ au 1<sup>er</sup> janvier 2001, augmenté des réductions de visas sur années antérieures étant de 584.215.603 francs (annexe tableau IV engagements colonne 1), le disponible en engagements à charge des crédits variables s'élève pour l'année 2001 à 5.626.931.622 francs (annexe tableau IV engagements colonne 3).

Par dérogation au § 4 de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, les articles 5, 36 et 38 du décret du 12 décembre 2000 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 2001 ont autorisé la situation débitrice de certains crédits variables.

§ 4. Fixation des engagements à charge des crédits variables

**Article 5**

Les engagements de dépenses à charge des crédits variables d'engagement de l'année budgétaire 2001 s'élèvent à 5.841.377.918 francs (annexe tableau IV engagements colonne 4)

**Article 6**

Par suite des dispositions contenues dans les articles 4 et 5 ci-dessus, le disponible en engagement – crédits variables s'élève à la fin de l'année budgétaire 2001 à -214.446.296 francs (annexe tableau IV engagements colonne 5)

Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

**CHAPITRE II****Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget****§ 1<sup>er</sup> Fixation des recettes****Article 7**

Les droits constatés en faveur de la Communauté française s'élèvent pour l'année budgétaire 2001 à la somme de 251.095.485.378 francs (annexe tableau II colonne 2)

Ce montant se décompose de la manière suivante

	(en francs)
- recettes fiscales et générales courantes	247.889.186.318
- recettes fiscales et générales en capital :	6.299.060
- produits d'emprunt	3.200.000.000

**Article 8**

Les recettes budgétaires de l'année 2001 s'élèvent à 251.095.485.378 francs (annexe tableau II colonne 3).

Ce montant se décompose de la manière suivante :

	(en francs)
- recettes fiscales et générales courantes :	247.889.186.318
- recettes fiscales et générales en capital :	6.299.060
- produits d'emprunt :	3.200.000.000

**Article 9**

Les droits constatés à recouvrer à la clôture de l'année budgétaire s'élèvent à 0 francs (annexe tableau II colonne 4)

Ce montant se décompose de la manière suivante

a. droits annulés ou portés en surséance indéfinie (annexe tableau II colonne 5) (en francs)

- recettes fiscales et générales courantes :
- recettes fiscales et générales en capital
- produit d'emprunt :

b. droits reportés à l'année budgétaire 2002 (annexe tableau annexe II colonne 6)

- recettes fiscales et générales courantes :
- recettes fiscales et générales en capital
- produit d'emprunt :

**§ 2 Fixation des crédits de dépenses****Article 10**

Les décrets budgétaires concernant l'année budgétaire 2001 ont réparti les crédits initiaux pour l'ordonnement des dépenses de la manière suivante :

(annexe tableau III, colonne 1).

Crédits d'ordonnement	1.153.700.000
Crédits non dissociés	251.496.000.000

**Article 11**

Ces autorisations de dépenses ont été modifiées par les ajustements effectués en vertu des décrets d'ajustement pour un montant de 3.287.600.000 francs se décomposant comme suit (ajustement net) (annexe tableau III colonne 2) :

Crédits d'ordonnement	230.400.000
Crédits non dissociés	3.057.200.000

**Article 12**

Les autorisations de dépenses résultant des articles 10 et 11 sont augmentées des crédits reportés de l'année budgétaire précédente pour un montant de 7.946.836.988 francs en vertu des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 se décomposant comme suit (annexe tableau III colonne 3):

Crédits d'ordonnement	
<b>Crédits non dissociés</b>	<b>7.946.836.988</b>

**Article 13**

- En vertu des articles 10, 11 et 12 qui précèdent, le total des autorisations de dépenses allouées disponibles pour l'année budgétaire 2001 s'élève à 263.884.136.988 francs (annexe tableau III, colonne 4). Ces autorisations de dépenses se répartissent comme suit :

Crédits d'ordonnement	1.384.100.000
Crédits non dissociés	262.500.036.988

§ 3 Fixation de la situation des dépenses**Article 14**

Les dépenses imputées à charge de l'année budgétaire 2001 se montent à 250.775.791.508 francs (annexe tableau III, colonnes 5, 6 et 7), se répartissant entre :

	Prestations d'années antérieures	Prestations d'années courantes	Dépenses totales
Crédits d'ordonnement	37.893.956	1.078.430.270	1.116.324.226
Crédits non dissociés	2.442.169.667	247.217.297.615	249.659.467.282
total	2.480.063.623	248.295.727.885	250.775.791.508

**Article 15**

De ce montant, il a été justifié à la Cour des Comptes un montant de 250.775.791.508 francs dont :

Crédits d'ordonnement	1.116.324.226
Crédits non dissociés	249.659.467.282
(annexe tableau III, colonne 8)	

**Article 16**

Il résulte de la comparaison des articles 14 et 15 qu'il n'y a aucune dépense à régulariser en application de l'article 79 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 (annexe tableau III, colonne 9).

§ 4 Règlement des crédits**Article 17**

La comparaison entre les autorisations de dépenses (article 13) et les opérations imputées (article 14) fait ressortir une différence pour l'année budgétaire 2001 de 13.108.345.480 francs se répartissant comme suit :

Crédits d'ordonnement	267.775.774
Crédits non dissociés	12.840.569.706

**Article 18**

Pour couvrir les dépenses de l'année budgétaire 2001 effectuées au-delà ou en l'absence de crédits, il est accordé des crédits complémentaires s'élevant à 2.213.991.723 francs dont :

Crédits d'ordonnement	0
Crédits non dissociés	2.213.991.723

Ces crédits sont répartis ainsi que mentionné au tableau VI de l'annexe.

**Article 19**

Par suite des dispositions contenues dans les articles 17 et 18, le montant des crédits disponibles au 31 décembre 2001 comprend :

(annexe tableau III, colonnes 11 et 12).

	Crédits d'ordonnement	Crédits non dissociés	total
Crédits à annuler	267.775.774	4.776.031.372	5.043.807.146
Crédits à reporter à l'année budgétaire suivante	0	10.278.530.057	10.278.530.057

§ 5 Résultat général des recettes et des dépenses du budget 2001**Article 20**

Le résultat général du budget de l'année budgétaire 2001 se présente comme suit :

Les recettes, y compris le produit d'emprunt s'élèvent à 251.095.485.378 francs

Les dépenses s'élèvent à 250.775.791.508 francs

En conclusion, compte non tenu des crédits variables et de la section particulière,

Les recettes excèdent les dépenses de 319.693.870 francs

Comme le solde à la fin de l'année budgétaire 2000 s'élevait à -8.485.774.707 francs, le solde fin de l'année budgétaire 2001 s'élève à -8.166.080.837 francs

CHAPITRE IIIRecettes et dépenses relatives aux crédits variables§ 1. Fixation des recettes affectées**Article 21**

Les droits constatés de cette nature s'élèvent pour l'année budgétaire 2001 à 5.042.716.019 francs (annexe tableau II recettes affectées) dont

Recettes courantes	5.019.848.784
Recettes en capital	22.867.235

§ 2. Fixation des crédits variables d'ordonnement**Article 22**

Les crédits variables d'ordonnement ouverts et affectés pour les ordonnancements de l'année budgétaire 2001 s'élèvent à 5.042.716.019 francs (annexe tableau IV ordonnancements colonne 2)

Le solde de départ au 1 janvier 2001 étant de 715.175.281 francs, le disponible en ordonnancement sur les crédits variables s'élève à 5.757.891.300 francs (annexe tableau IV ordonnancement colonne 3).

Par dérogation au § 4 de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, les articles 5, 36 et 38 du décret du 12 décembre 2000 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 2001 ont autorisé la situation débitrice de certains crédits variables.

§ 3. Fixation des dépenses à charge des crédits variables**Article 23**

Les ordonnancements imputés à charge des crédits variables d'ordonnement de l'année budgétaire 2001 s'élèvent à 5.715.941.873 francs (annexe tableau IV ordonnancements colonne 4).

**Article 24**

Par suite des dispositions contenues dans les articles 22 alinéa 1 et 23, le solde annuel des crédits variables d'ordonnement s'établit à -673.225.854 francs

**Article 25**

Par suite des dispositions contenues dans les articles 22 alinéa 2 et 23 ci-dessus, le disponible en ordonnancements – crédits variables s'élève à la fin de l'année budgétaire 2001 à 41.949.427 francs (annexe tableau IV ordonnancements colonne 5). Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE IVRecettes et dépenses effectuées en exécution de la section particulière du budget**Article 26**

Les décrets budgétaires de l'année 2001 ont évalué les recettes et dépenses pour la section particulière du budget de la Communauté française ainsi qu'il suit :

	(en francs)
- Recettes	0
- Dépenses	0
(annexe tableau V, colonnes 1, 2).	

**Article 27**

Le solde disponible au 1<sup>er</sup> janvier 2001 s'élevait à -117.942.737 francs (annexe tableau V colonne 7)

Aucune recette n'a été enregistrée sur les deux fonds subsistant à la section particulière.

**Article 28**

Aucune dépense n'a été imputée sur les deux fonds subsistant à la section particulière.

**Article 29**

Aucune opération de recettes et de dépenses n'ayant été effectuée ainsi qu'il ressort des articles 27 et 28, le solde disponible au 31 décembre 2001 à la section particulière du budget de la Communauté française s'établit à -117.942.737 francs (annexe tableau V colonne 9). Il sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE VRésultat global**Article 30**

Tous services réunis, budget, crédits variables et section particulière, compte tenu des articles 20, 23 et 29 du présent décret, le résultat global du budget 2001 se présente comme suit (en francs) :

Budget sensu stricto	: 319.693.870
Crédits variables	: -673.225.854
Section particulière	:
Total	: -353.531.984

DEUXIEME PARTIE. OPERATIONS EFFECTUEES EN EXECUTION DES BUDGETS  
DES SERVICES A GESTION SEPARÉE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

**CHAPITRE I**

Recettes et dépenses effectuées en exécution des budgets des services à gestion séparée  
du ministère de la Communauté française

§ 1<sup>er</sup> fixation des recettes

**Article 31**

Les prévisions de recettes annuelles s'élèvent à 8.870.900.000 francs (annexe tableau VII colonne 1)

Les recettes pour l'année budgétaire 2001 s'élèvent à 14.734.297.255 francs.

Elles se décomposent comme suit

Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	5.009.486.393
----------------------------------	---------------

Recettes de l'année	9.724.810.862
---------------------	---------------

(annexe tableau VII colonnes 3 et 6)

Le montant de 14.734.297.255 francs constitue le disponible pour les dépenses de l'année 2001.

§ 2 . fixation des dépenses

**Article 32**

Les prévisions de dépenses s'élèvent à 9.545.100.000 francs (annexe tableau VII colonne 2).

Les dépenses sont fixées à la somme de 9.507.423.739 francs (annexe tableau VII colonne 4).

§ 3. résultat budgétaire

**Article 33**

Par suite des articles 31 et 32, le résultat budgétaire de l'année est fixé au montant de 217.387.123 francs.

Le disponible au 31 décembre 2001 est fixé au montant de 5.226.873.516 francs

Il sera reporté à l'exercice budgétaire suivant.

TROISIEME PARTIE. OPERATIONS EFFECTUEES EN EXECUTION  
DES BUDGETS DES ORGANISMES D'INTERET PUBLIC DE TYPE A

Conformément à l'article 6 § 3 de la loi du 16 mars 1954, les comptes des organismes de la catégorie A sont établis sous l'autorité du ministre dont ils relèvent et font l'objet d'un projet de règlement du budget

**CHAPITRE I**

COMMISSARIAT GENERAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES

Année courante

**Article 34**

Référence budgétaire : décret du 12 décembre 2000

contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 2001

article 45

159 cahier de la Cour des Comptes fascicule II

Le règlement définitif du budget du Commissariat général aux Relations Internationales

est établi comme suit : pour l'année 2001

a) recettes	
recettes prévues par le décret budgétaire	1.449.517.000
recettes imputées	1.201.718.845
différence	247.798.155
b) dépenses	
crédits alloués par le décret budgétaire	1.545.592.000
crédits complémentaires à accorder	
total des crédits	1.545.592.000
dépenses imputées	1.095.571.804
excédent de crédits à annuler	450.020.196
c) récapitulation : le résultat définitif de l'année de gestion 2001	
se résume comme suit	
recettes	1.201.718.845
dépenses	1.095.571.804
excédent de recettes	106.147.041

**CHAPITRE II**

FONDS D'EGALISATION DES BUDGETS

Année courante

**Article 35**

Référence budgétaire : décret du 12 décembre 2000

contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2001

article 45

159 cahier de la Cour des Comptes fascicule II

Le règlement définitif du budget du Fonds d'égalisation des budgets pour l'année 2001 est établi comme suit :

a) recettes	
recettes prévues par le décret budgétaire	722.700.000
recettes imputées	722.700.000
différence	0
b) dépenses	
crédits alloués par le décret budgétaire	0
crédits complémentaires à accorder	
total des crédits	0
dépenses imputées	0
excédent de crédits à annuler	0
c) récapitulation : le résultat définitif de l'année de gestion 2001 se résume comme suit	
recettes	722.700.000
dépenses	0
excédent de recettes	722.700.000

**CHAPITRE III**  
SERVICE DE PERCEPTION DE LA REDEVANCE RADIO ET TELEVISION  
DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

Année courante

**Article 36**

Référence budgétaire : décret du 12 décembre 2000

contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2001

article 45

159 cahier de la Cour des Comptes fascicule II

Le règlement définitif du budget du Fonds d'égalisation des budgets pour l'année 2001

est établi comme suit :

a) recettes	
recettes prévues par le décret budgétaire	415.205.000
recettes imputées	415.814.076
différence	609.076
b) dépenses	
crédits alloués par le décret budgétaire	415.205.000
crédits complémentaires à accorder	25.526.863
total des crédits	440.731.863
dépenses imputées	374.691.501
excédent de crédits à annuler	66.040.362
c) récapitulation : le résultat définitif de l'année de gestion 2001 se résume comme suit	
recettes	415.814.076
dépenses	374.691.501
excédent de recettes	41.122.575

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 1<sup>er</sup> février 2008.

M. ARENA,

Ministre-Présidente, chargée de l'Enseignement obligatoire

M.-D. SIMONET,

Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
de la Recherche scientifique et des Relations internationales

M. DAERDEN,

Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports

F. LAANAN,

Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel

M. TARABELLA,

Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale

C. FONCK,

Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé

—  
Note

(1) *Session 2006-2007*

Documents du Parlement – Projet de décret , n° 381-1.

*Session 2007-2008*

Documents du Parlement – Rapport , n° 381-2 ;

Compte rendu intégral – Discussion et adoption – séance du 22 janvier 2008.

**ANNEXE TABLEAUX RELATIFS AU DECRET CONTENANT LE REGLEMENT DEFINITIF DU  
BUDGET POUR L'ANNEE 2001**

- I. ENGAGEMENTS A CHARGE DES CREDITS D'ENGAGEMENTS**
- II. RECETTES**
- III. DEPENSES**
- IV CREDITS VARIABLES**
- V SECTION PARTICULIERE**
- VI DEPASSEMENTS DE CREDITS**
- VII SERVICES A GESTION SEPARÉE**

**ORGANISMES D'INTERET PUBLIC**

Commissariat général aux relations internationales

Fonds d'égalisation des budgets

Services de perception de la redevance radio-télévision

tableau I - ENGAGEMENTS A LA CHARGE DES CREDITS DISSOCIES

Budget	Crédits affectés par décrets (1)	Crédits reportés de l'année précédente (2)	Total des crédits (3)	Engagements comptabilisés pendant l'année (4)	DIFFERENCE ENTRE LES CREDITS ET LES ENGAGEMENTS COMPTABILISES			
					Engagements excédant les crédits (5)	Crédits excédant les engagements		
						Crédits disponibles (6)	Crédits reportés à l'année suivante (7)	Crédits à annuler (8)
Chapitre I - Services généraux	900.000	-	900.000	801.069	98.931	-	98.931	98.931
Chapitre II - Santé, Affaires sociales.	978.500.000	-	978.500.000	958.101.165	20.398.835	-	20.398.835	20.398.835
Chapitre III - Education, Recherche	200.000.000	-	200.000.000	15.123.446	184.876.554	-	184.876.554	184.876.554
Chapitre IV - Dette	-	-	-	-	-	-	-	-
Chapitre V - Dotations	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>BUDGET GENERAL</b>	<b>1.179.400.000</b>	<b>-</b>	<b>1.179.400.000</b>	<b>974.025.680</b>	<b>205.374.320</b>	<b>-</b>	<b>205.374.320</b>	<b>205.374.320</b>



tableau II - COMPTE D'EXECUTION DES RECETTES

NATURE DES RECETTES	SITUATION DES RECETTES							DIFFERENCE ENTRE PREVISIONS ET RECOUVREMENTS	
	Prévisions (1)	Droits constatés (2)	Recettes imputées (3)	Différence entre droits constatés et recettes imputées (4)	A annuler ou à porter en surseance indéfinie (5)	Droits reportés (6)	Prévisions supérieures aux recouvrements (7)	Prévisions inférieures aux recouvrements (8)	
<b>Recettes courantes</b>									
Recettes fiscales	10.838.000.000	10.500.000.000	10.500.000.000	0	0	0	338.000.000	0	
Recettes générales	238.374.500.000	237.389.186.318	237.389.186.318	0	0	0	1.434.478.388	449.164.706	
Recettes affectées	7.031.700.000	5.019.848.784	5.019.848.784	0	0	0	2.532.463.651	520.612.435	
<b>Total recettes courantes</b>	<b>256.244.200.000</b>	<b>252.909.035.102</b>	<b>252.909.035.102</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4.304.942.039</b>	<b>969.777.141</b>	
<b>Recettes en capital</b>									
Recettes fiscales	0	0	0	0	0	0	0	0	
Recettes générales	24.800.000	6.299.060	6.299.060	0	0	0	21.500.940	3.000.000	
Recettes affectées	29.900.000	22.867.235	22.867.235	0	0	0	7.407.023	374.258	
<b>Total recettes en capital</b>	<b>54.700.000</b>	<b>29.166.295</b>	<b>29.166.295</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>28.907.963</b>	<b>3.374.258</b>	
<b>Produit d'emprunts</b>	<b>6.700.000.000</b>	<b>3.200.000.000</b>	<b>3.200.000.000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3.500.000.000</b>	<b>0</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>262.998.900.000</b>	<b>256.138.201.397</b>	<b>256.138.201.397</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7.833.850.002</b>	<b>973.151.399</b>	

Nature des recettes	Prévisions	Droits constatés	Recettes imputées	Droits annulés ou portés en surseance	Droits reportés	Différence entre prévisions et réalisations	
						-	+
<b>PARTIE I - Recettes courantes</b>							
<b>Titre I - Recettes fiscales et de droits particuliers</b>							
<b>Secteur I - Recettes fiscales et de droits, produits de tous impôts et taxes levés dans le cadre de l'article 110, §2, de la Constitution</b>							
36.01 Rétributions, redevances et droits, produits de tous impôts et taxes levés dans le cadre de l'article 110, §2, de la Constitution	-	-	-	-	-	-	-
36.02 Impôt des Communautés - produit net attribué à la Communauté française de la rédevance radio et télévision	10.500.000.000	10.500.000.000	10.500.000.000	-	-	338.000.000	-
Total secteur I	10.500.000.000	10.500.000.000	10.500.000.000	-	-	338.000.000	-
<b>Secteur II - Recettes générales</b>							
<b>Versements par les organismes d'intérêt public en vue du paiement de la rémunération et des frais des organes de contrôle de la Communauté (ancien fonds 66.10 C) IMCAS</b>							
08.01	-	-	-	-	-	-	-
08.03 Versements correspondant aux moyens non utilisés du budget de l'année 1999	-	-	-	-	-	-	-
08.04 Contribution du Fonds d'égalisation des budgets de la Communauté française	-	-	-	-	-	-	-
11.01 Remboursements des salaires, traitements, subventions-traitements, allocations accessoires du personnel de l'enseignement ou des services de la Communauté ou de l'Etat	738.000.000	269.118.125	269.118.125	-	-	468.881.875	-
11.02 Remboursement des rémunérations d'enseignants mis à la disposition d'ASBL	499.700.000	3.871.088	3.871.088	-	-	495.828.912	-
11.03	15.300.000	433.873.369	433.873.369	-	-	-	418.573.369
12.01 Versement des sommes non utilisées par les comptables opérant au moyen des avances de fonds (pour mémoire)	92.000.000	74.163.308	74.163.308	-	-	17.836.692	-
16.01 Produits divers	457.500.000	134.887.058	134.887.058	-	-	322.612.942	-
16.02 Remboursement de sommes indûment versées (pour mémoire)	-	30.464.626	30.464.626	-	-	-	30.464.626
16.03 Droits d'inscription à l'enseignement à distance	10.100.000	6.848.504	6.848.504	-	-	3.251.096	-
16.04 Droits d'inscription à l'enseignement dans les établissements d'enseignement artistique à horaire réduit subventionnés ou organisés par la Communauté française	145.700.000	109.603.861	109.603.861	-	-	36.096.139	-
16.05 Droits d'inscription à l'enseignement de promotion sociale (ancien fonds 66.33, 66.34 et 66.35 A)	5.000.000	4.452.871	4.452.871	-	-	547.129	-
16.07 Produit de la redevance afférente à l'occupation des bâtiments de la Communauté par le Centre hospitalier universitaire de Liège (ancien fonds 66.55)	360.000.000	360.000.000	360.000.000	-	-	-	-
16.21 Droits d'équivalence des diplômes obtenus à l'étranger	67.400.000	53.420.197	53.420.197	-	-	13.979.803	-
16.22 Droits d'homologation des certificats et diplômes	74.300.000	68.925.105	68.925.105	-	-	5.374.895	-
29.01 Intérêts de placements	175.000.000	105.031.095	105.031.095	-	-	69.968.905	-
38.01	-	-	-	-	-	-	-
46.01 Partie attribuée du produit de l'I.P.P.	65.917.100.000	65.917.000.000	65.917.000.000	-	-	100.000	-
46.02 Partie attribuée du produit de la T.V.A.	167.450.600.000	167.450.600.000	167.450.600.000	-	-	-	-
46.03 Intervention de l'Etat suite à la suppression de l'autorisation d'emprunt avec garantie de l'Etat par le Fonds national de garantie des bâtiments scolaires	-	-	-	-	-	-	-
46.05 Intervention de l'Etat dans le financement de l'enseignement universitaire dispensé aux étudiants étrangers	2.323.400.000	2.323.400.000	2.323.400.000	-	-	-	-
46.06 Correction définitive dotations Région wallonne-cocof	-	-	-	-	-	-	-
46.07 Correction définitive cotisation de responsabilisation	-	-	-	-	-	-	-
46.08 Intervention de la Région wallonne et de la cocof relativement à l'accueil des élèves dans l'enseignement spécial	43.400.000	43.526.711	43.526.711	-	-	-	126.711
Total secteur II	238.374.500.000	237.359.186.318	237.359.186.318	-	-	1.434.478.388	449.164.706
						985.313.682	

Secteur III - Recettes affectées									
06.03	Recettes diverses, dons, legs et interventions de la Loterie nationale pour la recherche scientifique	3.000.000	73.591.122	73.591.122	-	-	-	-	70.591.122
06.04	Recettes diverses, droits d'inscription, produit de la vente de périodiques, subsides d'institutions internationales pour des actions culturelles	1.000.000	2.364.329	2.364.329	-	-	-	-	1.364.329
06.05	Recettes diverses, donations, legs, dotations de la Loterie nationale, droits d'inscription, abonnements, redevances, produits d'imposés, de taxes, parrainage commercial dans le domaine sportif	360.000.000	513.006.214	513.006.214	-	-	-	-	153.006.214
06.06	Indemnités pour dégâts occasionnés au matériel fourni en prêt et produit de la vente de matériel déclassé	100.000	-	-	-	-	-	100.000	-
16.08		5.600.000	5.317.552	5.317.552	-	-	-	282.448	-
16.09	Droits d'inscription, taxes et amendes perçus dans les centres de lecture de la Communauté française et de la bibliothèque centrale de la Communauté française	3.000.000	5.434.803	5.434.803	-	-	-	-	2.434.803
16.10	Droits d'inscription à des activités de formation d'amateurs socio-culturels	-	1.028.785	1.028.785	-	-	-	-	1.028.785
16.11	Contribution de la RTBF et des radios privées	7.500.000	50.000	50.000	-	-	-	7.450.000	-
16.12	Recettes provenant de la publicité commerciale à la RTBF et à RTL/VI	170.000.000	121.069.500	121.069.500	-	-	-	48.930.500	-
16.13	Frais d'inscription aux colloques, stages et séminaires organisés par le centre culturel Marcel Hicter	31.000.000	17.206.726	17.206.726	-	-	-	13.793.274	-
16.14	Frais d'inscription aux colloques, stages et séminaires organisés par le centre de formation socio-culturelle de Rossimol	8.800.000	2.526.566	2.526.566	-	-	-	6.273.434	-
16.15	Frais d'inscription aux colloques, stages et séminaires organisés par le centre de formation socio-culturelle de Séroutie	4.300.000	4.696	4.696	-	-	-	4.295.304	-
16.16	Recettes résultant de l'application du décret du 16 avril 1991 (articles 114 et 115) organisant l'enseignement de promotion sociale (Communauté française)	57.000.000	18.868.727	18.868.727	-	-	-	38.131.273	-
16.17	Recettes résultant de l'application du décret du 16 avril 1991 (articles 114 et 115) organisant l'enseignement de promotion sociale (Officiel subventionné)	104.000.000	27.164.658	27.164.658	-	-	-	76.835.342	-
16.18	Recettes résultant de l'application du décret du 16 avril 1991 (articles 114 et 115) organisant l'enseignement de promotion sociale (Libre subventionné)	56.000.000	21.815.579	21.815.579	-	-	-	34.184.421	-
16.20	Quête-pas des droits d'inscription dans les centres sportifs	170.000.000	175.000.000	175.000.000	-	-	-	-	5.000.000
28.01	Produits de ventes versés par des particuliers pour le domaine culturel	1.000.000	2.818.282	2.818.282	-	-	-	-	-
30.01		73.300.000	18.511.470	18.511.470	-	-	-	54.788.530	1.818.282
30.02	Récupération d'allocations familiales et recouvrement de parts contributives dans le domaine de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse	205.100.000	173.926.060	173.926.060	-	-	-	31.173.940	-
39.01	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'action ou de formation et de réinsertion professionnelles	100.000.000	-	-	-	-	-	-	-
39.02	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'action ou de formation et de réinsertion professionnelles dans l'enseignement de promotion sociale et l'enseignement secondaire à horaire réduit	286.600.000	-	-	-	-	-	-	-
39.03	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles - matières culturelles	600.000.000	1.390.504.135	1.390.504.135	-	-	-	1.596.095.865	-
39.04	Interventions du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles - COCOF	450.000.000	-	-	-	-	-	-	-
39.05	Interventions du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles - Région wallonne	1.550.000.000	-	-	-	-	-	-	-
39.06	Interventions du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles - Enseignement à horaire réduit	135.300.000	18.428.970	18.428.970	-	-	-	116.871.030	-
39.07	Interventions du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles	183.200.000	22.433.847	22.433.847	-	-	-	160.766.153	-
39.08		170.000.000	129.172.186	129.172.186	-	-	-	40.827.814	-
39.10	Intervention de l'Union européenne pour des infrastructures culturelles	50.000.000	86.087.592	86.087.592	-	-	-	36.087.592	-
39.11		200.000.000	400.000.000	400.000.000	-	-	-	200.000.000	-



Tableau III - COMPTE D'EXECUTION DES DEPENSES

	ALLOCATIONS DES CREDITS				SITUATION DES DEPENSES				REGLEMENT DES CREDITS		
	Crédits initiaux effectués par décret (1)	Crédits ajoutés nets y compris la répartition de la provision Index (2)	Crédits reportés (3)	Crédits totaux (4)	Opérations imprimées		Paiements effectués, justifiés ou régularisés (8)	Paiements restant à régulariser (9)	Crédits complémentaires (10) (*)	Crédits reportés à l'année budgétaire 2002 (11)	Crédits non utilisés à annuler (12)
					Prestations des années antérieures (5)	Prestations de l'année (6)					
<b>I Services généraux</b>											
a) crédits non dissociés	10.349.800.000	1.158.400.000	715.986.437	12.224.186.437	198.444.117	10.811.389.136	11.009.833.253	-	106.804	866.449.951	348.010.037
b) crédits d'ordonnement	8.000.000		-	8.000.000	2.578.065	2.800.000	5.378.065	-	-	-	2.621.935
<b>II Culture et Affaires sociales</b>											
a) crédits non dissociés	26.235.400.000	299.700.000	1.685.011.021	28.220.111.021	1.256.948.308	24.457.924.482	25.714.872.790	-	-	2.340.897.391	164.340.840
b) crédits d'ordonnement	700.700.000	230.400.000	-	931.100.000	32.061.856	795.427.881	827.489.737	-	-	-	103.610.263
<b>III Education et Recherche</b>											
a) crédits non dissociés	190.651.000.000	880.400.000	1.992.409.150	198.533.709.150	978.823.557	190.841.910.155	191.820.733.712	-	2.210.393.617	3.204.447.890	718.931.165
b) crédits d'ordonnement	445.000.000		-	445.000.000	3.254.035	280.202.389	283.456.424	-	-	-	161.543.376
<b>IV Dette publique</b>											
a) crédits non dissociés	8.917.600.000	283.600.000	3.533.403.721	12.734.603.721	7.953.685	5.375.568.864	5.383.522.569	-	3.491.302	3.829.839.783	3.544.732.871
<b>V Dotations à la RW et à la COCOF</b>											
a) crédits non dissociés	15.341.300.000	436.100.000	26.659	15.787.426.659	-	15.730.504.938	15.730.504.938	-	-	36.895.042	26.659
<b>Totaux</b>											
a) crédits non dissociés	251.496.000.000	3.057.200.000	7.946.836.988	262.500.036.988	2.442.169.667	247.217.297.615	249.659.467.282	-	2.213.991.723	10.278.530.057	4.776.031.372
b) crédits d'ordonnement	1.153.700.000	230.400.000	0	1.384.100.000	37.893.956	1.078.430.270	1.116.324.226	-	0	0	267.775.774
<b>Total général</b>	252.649.700.000	3.287.600.000	7.946.836.988	263.884.136.988	2.480.063.623	248.295.727.885	250.775.791.508	-	2.213.991.723	10.278.530.057	5.043.807.146

(\*) à allouer par le débet de compte pour dépenses liées au dédit des crédits

tableau IV - COMPTE D'EXECUTION DES RECETTES, DES ENGAGEMENTS ET DES ORDONNANCEMENTS DES CREDITS VARIABLES

ENGAGEMENTS	RECETTES			ENGAGEMENTS (4)	DISPONIBLE EN ENGAGEMENTS AU 31.12.2001 (5)
	Solde reporté (et réductions de visa) (1)	Recettes de l'année (2)	Disponible (3)		
I Services généraux	3.010.570.507	1.398.655.253	4.409.225.760	1.904.834.576	2.504.391.184
II Culture et Affaires sociales	-341.469.718	1.651.364.060	1.309.894.342	1.594.751.942	-284.857.600
III Education et recherche	-2.084.885.186	1.992.696.706	-92.188.480	2.341.791.400	-2.433.979.880
<b>TOTAL</b>	<b>584.215.603</b>	<b>5.042.716.019</b>	<b>5.626.931.622</b>	<b>5.841.377.918</b>	<b>-214.446.296</b>

ORDONNANCEMENTS	RECETTES			ORDONNANCEMENTS (4)	DISPONIBLE EN ORDONNANCEMENTS AU 31.12.2001 (5)
	Solde reporté (1)	Recettes de l'année (2)	Disponible (3)		
I Services généraux	3.012.627.382	1.398.655.253	4.411.282.635	1.905.450.597	2.505.832.038
II Culture et Affaires sociales	-216.041.280	1.651.364.060	1.435.322.780	1.692.073.192	-256.750.412
III Education et recherche	-2.081.410.821	1.992.696.706	-88.714.115	2.118.418.084	-2.207.132.199
<b>TOTAL</b>	<b>715.175.281</b>	<b>5.042.716.019</b>	<b>5.757.891.300</b>	<b>5.715.941.873</b>	<b>41.949.427</b>

tableau V - COMPTE D'EXECUTION DES RECETTES ET DES ORDONNANCEMENTS DE LA SECTION PARTICULIERE

Budgets	Prévisions		Opérations comptabilisées				Soldes cumulés		Soldes à reporter au 31.12.2001(9)
	Recettes (1)	Dépenses (2)	Recettes (3)	Dépenses		Solde (6)	Au 01.01.2001(7)	Au 31.12.2001(8)	
				Totales (4)	Restant à régulariser (5)				
Education, Recherche et Formation	0	0	0	0	0	0	-117.942.737	-117.942.737	-117.942.737
TOTAUX	0	0	0	0	0	0	-117.942.737	-117.942.737	-117.942.737

Tableau VI - DEPASSEMENTS DE CREDITS

Nombres et libellés des articles		Montants des dépassements de crédits
<b>CHAPITRE I - Services généraux</b>		
DO.06 - Cabinets ministériels		
Programme 4 - Cabinet du Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial		53.402
Programme 5 - Cabinet de la Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique		53.402
<b>Total DO 06</b>		<b>106.804</b>
<b>TOTAL CHAPITRE I</b>		
<b>106.804</b>		
<b>CHAPITRE III - Education, recherche et formation</b>		
DO.10 - Services communs		
Programme 3 - Affaires pédagogiques - Inspection		53.703
<b>Total DO 40</b>		<b>53.703</b>
DO.48 - Centres P.M.S. - Inspection médicale scolaire		
Programme 4 - Dépenses de personnel des centres P.M.S.		62.024.305
<b>Total DO 48</b>		<b>62.024.305</b>
DO.50 - Affaires pédagogiques et subsides de l'Enseignement de la Communauté française		
Programme 5 - Centres de déplacement et de plein air de la Communauté française		17.831
<b>Total DO 50</b>		<b>17.831</b>
DO.51 - Enseignement préscolaire et enseignement primaire		
Programme 2 - Substances - Inspection		4.198.409
Programme 4 - Dépenses de personnel des écoles maternelles		393.436.663
Programme 6 - Dépenses de personnel des écoles primaires		373.363.500
<b>Total DO 51</b>		<b>771.018.662</b>
DO.52 - Enseignement secondaire		
Programme 4 - Dépenses de personnel des écoles de l'enseignement de plein exercice		857.988.160
Programme 6 - Dépenses de personnel des écoles à horaire réduit		55.323.360
<b>Total DO 52</b>		<b>1.013.311.528</b>
DO.53 - Enseignement spécial		
Programme 4 - Dépenses de personnel des écoles de l'enseignement spécial		194.924.679
<b>Total DO 53</b>		<b>194.924.679</b>
DO.55 - Enseignement supérieur, hautes Universités et Hautes Ecoles		
Programme 4 - Dépenses de personnel des Hautes Ecoles (hors donation)		8.146.653
Programme 6 - Fonctionnement des écoles d'architecture		1.474.650
<b>Total DO 55</b>		<b>9.621.308</b>
DO.56 - Enseignement de promotion sociale		
Programme 4 - Dépenses de personnel des écoles de promotion sociale		62.804.592
<b>Total DO 56</b>		<b>62.804.592</b>
DO.57 - Enseignement artistique		
Programme 3 - Dépenses de personnel des établissements d'enseignement supérieur		27.157.166
Programme 5 - Dépenses de personnel des établissements d'enseignement soc. de PE officiels subventionnés		8.976.400
Programme 7 - Dépenses de personnel des établissements d'enseignement à horaire réduit		60.463.413
<b>Total DO 57</b>		<b>96.617.009</b>
DO.58 - Enseignement		
Programme 1 - Substances - Inspection		0
<b>Total DO 58</b>		<b>0</b>
<b>TOTAL CHAPITRE III</b>		
<b>2.213.393.617</b>		
<b>CHAPITRE IV - Oeuvres publiques de la Communauté française</b>		
DO.85 - Oeuvres d'art		
Programme 1 - Substances - Administration		3.491.302
<b>Total DO 85</b>		<b>3.491.302</b>
<b>TOTAL CHAPITRE IV</b>		
<b>3.491.302</b>		
<b>TOTAL</b>		
<b>2.213.391.723</b>		



tableau VII - COMPTE D'EXECUTION DES SERVICES A GESTION SEPARÉE

	Prévisions		Opérations comptabilisées		Soldes cumulés	
	Recettes (1)	Dépenses (2)	Recettes (3)	Dépenses (4)	Au 01.01.2001 (6)	Au 31.12.2001 (7)
Culture et Affaires sociales	488.800.000	943.600.000	505.391.472	526.741.616	502.670.536	481.320.392
Education, Recherche et Formation	8.382.100.000	8.601.500.000	9.219.419.390	8.980.682.123	4.506.815.857	4.745.553.124
<b>TOTAUX</b>	<b>8.870.900.000</b>	<b>9.545.100.000</b>	<b>9.724.810.862</b>	<b>9.507.423.739</b>	<b>5.009.486.393</b>	<b>5.226.873.516</b>

## COMMISSARIAT GÉNÉRAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES

## BILAN AU 31 DECEMBRE 2001

ACTIF		PASSIF	
<i>Actifs immobilisés</i>	6.332.711	<i>Capitaux propres</i>	136.279.128
Cautions et garanties	6.262.711	Résultat reporté	136.279.128
Créances à plus d'un an	70.000		
		<i>Provisions et impôts différés</i>	1.920.000
		Provision syndicale	1.920.000
<i>Actifs circulants</i>	382.188.226	<i>Dettes</i>	281.330.232
Créances à un an au plus	293.619.755	Dettes à un an au plus	220.806.230
Valeurs disponibles	88.568.471	Dettes fiscales, salariales et sociales	17.291.695
		Dettes diverses	43.232.307
		Dettes financières	0
<i>Comptes de régularisation</i>	31.268.080	<i>Comptes de régularisation</i>	259.657
<b>TOTAL</b>	<b>419.789.017</b>	<b>TOTAL</b>	<b>419.789.017</b>

## COMPTE DE RESULTATS

<i>I. Ventes et prestations</i>		1.237.863.592
Autres produits d'exploitation	1.237.863.592	
<i>II. Coûts des ventes et prestations (-)</i>		1.279.797.849
Charges d'exploitation	32.128.456	
Services et biens divers	108.958.829	
Rémunérations, charges sociales et pensions	356.986.109	
Amortissements	7.168.182	
Autres charges d'exploitation	774.556.273	
<i>III. Résultats d'exploitation</i>		-41.934.257
IV. Produits financiers	7.972.052	
V. Charges financières	0	
<i>VI. Perte courante avant impôts (-)</i>		-33.962.205
VII. Produits exceptionnels	67.208.802	
VIII. Charges exceptionnelles	36.580.185	
<i>IX. Perte de l'exercice avant impôts (-)</i>		-3.333.588
<i>XI. Perte de l'exercice (-)</i>		-3.333.588
<i>XIII. Perte de l'exercice à affecter (-)</i>		-3.333.588

## FONDS D'EGALISATION DES BUDGETS

BILAN AU 31 DECEMBRE 2001

ACTIF		PASSIF	
<i>Actifs circulants</i>	722.700.000	<i>Dettes à un an au plus</i>	722.700.000
Valeurs disponibles	722.700.000	Autres dettes	722.700.000
<b>TOTAL</b>	<b>722.700.000</b>	<b>TOTAL</b>	<b>722.700.000</b>

SERVICE DE PERCEPTION DE LA REDEVANCE RADIO ET TELEVISION  
DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

BILAN AU 31 DECEMBRE 2001

ACTIF		PASSIF	
<i>Actifs immobilisés</i>	30.021.865	<i>Capitaux propres</i>	122.545.101
Immobilisations incorporelles	75.937	Bénéfice reporté	120.545.101
Immobilisations corporelles	29.945.928	Provisions	2.000.000
<i>Actifs circulants</i>	190.213.453	<i>Dettes</i>	106.426.717
Créances à un an au plus	6.521.067	Dettes à plus d'un an	0
Placements de trésorerie	0	Dettes à un an au plus	106.426.717
Valeurs disponibles	183.692.386	Autres dettes	0
<i>Comptes de régularisation</i>	9.323.992	<i>Comptes de régularisation</i>	587.492
<b>TOTAL</b>	<b>229.559.310</b>	<b>TOTAL</b>	<b>229.559.310</b>

## COMPTE DE RESULTATS

<i>I. Ventes et prestations</i>		380.293.122
Montants indûment perçus	-32.311.345	
Autres produits d'exploitation	412.604.467	
<i>II. Coûts des ventes et prestations (-)</i>		317.017.507
Services et biens divers	136.503.191	
Rémunérations, charges sociales et pensions	161.656.997	
Amortissements	18.857.319	
Autres charges d'exploitation	0	
<i>III. Résultat d'exploitation</i>		63.275.615
IV. Produits financiers	6.881.085	
V. Charges financières	18.292	
<i>VI. Bénéfice courant avant impôts (+)</i>		70.138.408
VII. Produits exceptionnels	0	
VIII. Charges exceptionnelles	2.000.000	
<i>IX. Bénéfice de l'exercice avant impôts (+)</i>		68.138.408
<i>X. Impôts sur le résultat</i>		1.067.234
<i>XI. Bénéfice de l'exercice (+)</i>		67.071.174

Annexes à l'article 36 du projet de décret de règlement définitif du budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 2001

Publications imposées par l'article 13 de l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 13 janvier 2000 fixant les règles générales relatives à la présentation des budgets, à la comptabilité budgétaire et à la reddition du compte d'exécution du Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française

**RTV Namur**  
**Relevé des dépenses et des recettes de l'année 2001**

Poste	Intitulé	Budget 2001 initial	Budget 2001 ajusté	Cumul recettes imputées	Disponible
<b>Recettes</b>					
<b>Chapitre 41 : produits résultant de l'exercice de la mission statutaire</b>					
412.01	Remboursement OIP CF-BXL	22 649 000	8 889 000	2 610 044	6 278 956
413.01	Revenus financiers	600 000	600 000	5 722 776	- 5 122 776
414.01	Revenus patrimoniaux	610 000	610 000	1 365 124	- 755 124
416.01	Recettes diverses		-	442 688	- 442 688
417.01	Remboursement Cabinet ministériel	1 181 000	1 186 000	1 753 444	- 567 444
	<b>Total chapitre 41</b>	<b>25 040 000</b>	<b>11 285 000</b>	<b>11 894 076</b>	<b>- 609 076</b>
<b>Chapitre 45 : intervention du service public</b>					
450.01	Subvention de la Com française	403 920 000	403 920 000	403 920 000	-
	<b>Total chapitre 45</b>	<b>403 920 000</b>	<b>403 920 000</b>	<b>403 920 000</b>	<b>-</b>
	<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>428 960 000</b>	<b>415 205 000</b>	<b>415 814 076</b>	<b>609 076</b>

N.B. : Pour les recettes, il s'agit des recettes imputées.

		Budget 2001 Initial	Budget 2001 ajuste	Cumul dépenses imputées et ordon- nancées	Disponible
<b>Dépenses</b>					
<b>Chapitre 51 : montant à payer aux personnes attachées à l'organisme</b>					
511.01	Rémunération du personnel et ch	168 600 000	168 600 000	169 681 950	- 1 081 950
513.01	Frais de représentation	1 000 000	1 000 000	237 916	762 084
	<b>Total chapitre 51</b>	<b>169 600 000</b>	<b>169 600 000</b>	<b>169 919 866</b>	<b>- 319 866</b>
<b>Chapitre 52 : montants à payer à des tiers pour prestations, fournitures et travaux</b>					
521.01	Loyer des locaux et charges	20 200 000	20 170 000	19 741 550	428 450
522.01	Frais généraux	101 050 000	91 932 000	67 109 728	24 822 272
523.01	Frais de publication	8 300 000	8 300 000	8 035 495	264 505
524.01	Honoraires des huissiers, avocats	20 000 000	20 000 000	12 054 685	7 945 315
525.01	Charges financières	100 000	100 000	18 290	81 710
526.01	Autres prestations	78 460 000	30 180 000	29 844 324	335 676
527.01	Assurances	750 000	897 000	710 753	186 247
	<b>Total chapitre 52</b>	<b>228 860 000</b>	<b>171 579 000</b>	<b>137 514 825</b>	<b>34 064 175</b>
<b>Chapitre 53 : exercice par l'organisme de sa mission statutaire</b>					
34.01	Ristournes et non-valeurs	20 000 000	28 000 000	32 311 897	- 4 311 897
	<b>Total chapitre 53</b>	<b>20 000 000</b>	<b>28 000 000</b>	<b>32 311 897</b>	<b>- 4 311 897</b>
<b>Chapitre 55 : sommes à payer à des tiers pour l'acquisition de biens patrimoniaux</b>					
550.02	Acquisitions mat, mob, véhicules	10 500 000	46 026 000	34 944 913	11 081 087
	<b>Total chapitre 55</b>	<b>10 500 000</b>	<b>46 026 000</b>	<b>34 944 913</b>	<b>11 081 087</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>		<b>428 960 000</b>	<b>415 205 000</b>	<b>374 691 501</b>	<b>40 513 499</b>
<b>RESULTAT BUDGETAIRE</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>41 122 575</b>	<b>41 122 575</b>

N.B. : pour les dépenses, il s'agit des opérations imputées et ordonnancées.



<b>Compte de résultat du Service de la perception de la redevance Télé et Autoradio</b>		
	<b>Exercice 2001</b>	<b>Exercice 2000</b>
<b>Ventes et prestations</b>	<b>380 293 122</b>	<b>370 024 688</b>
<b>A. Chiffre d'affaires</b>	<b>-32 311 345</b>	<b>-25 029 804</b>
<b>708 Montants indûment perçus</b>	<b>-32 311 345</b>	<b>-25 029 804</b>
708400 Montants indûment perçus reversés aux particuliers	-32 311 345	-25 029 804
<b>D. Autres produits d'exploitation</b>	<b>412 604 467</b>	<b>395 054 392</b>
<b>74 Autres produits d'exploitation</b>	<b>412 604 467</b>	<b>395 054 392</b>
740100 Dotations reçues de la Communauté française	403 920 000	383 604 000
743300 Remboursement par Bxl des frais payés par Nam	4 831 255	7 962 230
743500 Remboursement des frais par Bruxelles	0	0
746000 Revenus patrimoniaux	1 683 750	1 245 872
749000 Produits divers	453 089	814 869
749100 Récupération des montants trop versés à IBPT	0	0
749200 Remboursement de Cabinet ministériel	1 716 373	1 427 421
<b>Coût des ventes et prestations</b>	<b>317 017 597</b>	<b>301 471 361</b>
<b>B. Services et biens divers</b>	<b>136 503 191</b>	<b>132 424 829</b>
<b>610 Locations</b>	<b>17 252 903</b>	<b>16 844 493</b>
610100 Loc bâtiment, parking, gar	14 720 206	14 291 841
610220 Software	31 750	0
610310 Locations véhicules	1 766 486	1 941 992
610321 Locations photocopieurs	572 259	391 901
610322 Autres	0	195
610400 Autres charges locatives	0	0
610500 Autres appareils en location	162 202	218 564
<b>611 Entretien et réparations</b>	<b>3 749 096</b>	<b>4 550 102</b>
611010 Nettoyage et entretien des locaux	2 809 591	3 702 378
611020 Gardiennage et surveillance	15 701	24 019
611030 Frais de déménagement	0	13 068
611040 Enlèvement des ordures ménagères	81 718	75 942
611050 Embellissement du bâtiment	12 273	20 259
611100 Entre & réparat° informatique	408 838	249 889
611200 Entre & réparat° mob, mach, outillage	69 994	131 361
611310 Nettoyage véhicules	410	6 035
611320 Entretien & réparat° véhicules	0	858
611321 Entretien & réparation HYU 698	50 977	22 033
611322 Entretien & réparation HYU 701	0	0
611323 Entretien & réparation HYU 705	15 529	28 195
611324 Entretien & réparation HYU 707	0	3 873
611325 Entretien & réparation HYU 710	27 741	50 423
611326 Entretien & réparation HTA 228	14 870	33 818
611328 Entretien & réparation SAH 228/AWA 113	127 576	48 266
611330 Réparation suite à un accident KLU811	0	36 081
611331 Réparation suite à un accident HYU698	0	14 069
611333 Réparation suite à un accident HYU705	0	4 043
611334 Réparation suite à un accident HYU 707	0	3 721
611338 Réparation suite à un accident KSY 611	0	10 512
611340 Achat petit équipement véhicules	0	39 489
611410 Cont, entret & raccord Chauffage	0	0
611450 autres	113 878	31 770



	Exercice 2001		Exercice 2000	
		65 987 399		69 959 840
<b>612 Fournitures</b>				
612010 Eau	76 503		74 091	
612020 Gaz	620 885		486 092	
612040 Electricité	1 185 664		1 227 035	
612060 Combustible véhicules	1 220 519		911 796	
612100 Fournitures de bureau	0		0	
612110 Petit matériel de bureau et divers	692 454		749 243	
612120 Papier et photocopies	740 367		322 078	
612130 Imprimés	134 328		339 882	
612140 Périodiques, brochures, doc diverse	10 546 321		17 456 795	
612200 Télécommunications	0		0	
612210 Frais de téléphone	3 795 924		1 736 805	
612220 Frais des équipements mobiles	630 674		372 809	
612230 Vidéotex - Lignes DCS	488 205		272 620	
612310 Rétributions différées	38 135 688		38 920 131	
612320 Achat de timbres	10 800		14 057	
612330 Enlèvement du courrier	25 100		24 900	
612350 Envois spéciaux	88 318		112 375	
612360 Autres frais postaux	68 199		40 173	
612410 Hardware	131 310		0	
612411 Matériel pour pc	51 786		60 416	
612412 Imprimantes, microfiches, fax	445 598		415 896	
612420 Software	82 498		0	
612422 Autres achats info & téléphonique	277 388		332 753	
612430 Traitement informatique	510 630		726 602	
612440 Support informatique	489		0	
612450 Frais de raccordement	2 562 964		1 029 084	
612460 Consultance informatique	30 812		0	
612510 Accès au registre national	360 000		3 223 813	
612520 Livraisons mensuelles	1 571 827		343 666	
612530 Consultations directes	925 224		0	
612600 Réfectoire	0		0	
612610 Distribution de boissons	126 328		382 609	
612620 Fournitures réfectoire / réception	161 336		140 162	
612700 Divers	0		47 674	
612710 Equipement postes et boîte de secours	0		0	
612720 Vêtements du travail	165 574		175 169	
612730 Fournitures santé, hygiène	123 636		3 788	
612740 Fournitures outillage	50		17 346	
612760 Immobilisés refacturés à Bruxelles	0		0	
<b>613 Rétributions de tiers</b>		<b>41 478 298</b>		<b>32 469 014</b>
613100 Secrétariat social et médecine travail	73 532		71 526	
613210 Huissiers	8 371 868		8 096 214	
613220 Avocats	292 177		248 065	
613230 Réviseurs et organismes de contrôle	429 186		834 900	
613240 Tribunaux	0		0	
613250 Autres honoraires	187 317		59 774	
613310 Frais de déplacement (100 %)	22 786		83 408	
613320 Taxis	0		0	
613410 Contrôle technique HYU 698	1 890		1 890	
613420 Contrôle technique HYU 701	0		0	
613430 Contrôle technique HYU 705	1 100		1 300	
613440 Contrôle technique HYU 707	0		1 100	
613450 Contrôle technique HYU 710	2 240		0	
613460 Contrôle technique HTA 228	1 100		1 650	
613510 Assurance bâtiment	98 430		94 384	
613520 Assurance véhicule HYU 698	12 272		11 082	
613521 Assurance véhicule HYU 701	0		0	
613522 Assurance véhicule HYU 705	17 027		17 835	
613523 Assurance véhicule HYU 707	0		17 017	
613524 Assurance véhicule HYU 710	11 082		11 082	
613525 Assurance véhicule HTA 228	17 027		19 335	

	Exercice 2001	Exercice 2000
613527 Assurance véhicule SAH 517	49 605	51 083
613528 Assurance véhicule AWA 113	59 495	3 003
613530 Autres assurances	12 035	12 035
613550 Assurance personnel	600 288	174 300
613620 Visites médicales	439	0
613700 Divers	22 711	147 077
613701 Exploitation informatique	29 889 100	19 824 579
613702 Télé secrétariat	773 931	2 207 385
613720 Formation du personnel et écolage	9 600	0
613740 Frais de représentation/inaugurat°, réunions	222 060	178 990
613750 Cotisat° et affiliat° prof (service sociale)	300 000	300 000
<b>614 Publicité</b>	<b>8 035 495</b>	<b>8 601 380</b>
614010 Achat de publicité et sponsoring	313 310	250 000
614020 Imprimés publicitaires	0	11 523
614030 Frais de distribution de la publicité	7 722 185	8 339 857
<b>615 Quote-part des Communautés</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
615100 Quote-part à verser à la Communauté française	0	0
<i>C. Rémunérations, charges sociales et pensions</i>	<i>161 656 997</i>	<i>160 624 868</i>
<b>620 Rémunérations, charges sociales</b>	<b>156 592 644</b>	<b>152 719 999</b>
620020 Rémunérations contractuels	77 041 895	61 955 114
620030 Personnel mis à disposition par fédéral	72 980 441	85 781 909
620230 Pécule de vacance contractuels	1 486 110	1 224 776
620320 Prime de fin d'année contractuels	1 150 255	990 819
620420 Allocations familiales et de naissance contractuels	2 015 948	1 534 061
620620 Indemnités, heures supplémentaires contractuels	1 089 047	476 130
620820 Interventions frais de parcours et dons contractuels	198 118	209 637
620920 Autres primes et allocat° et indem séjour contractuels	630 830	547 553
<b>624 Pensions</b>	<b>1 698 903</b>	<b>4 010 363</b>
624000 Pension de retraite	1 698 903	4 010 363
<b>625 Provisions</b>	<b>3 365 450</b>	<b>3 894 506</b>
625000 Provisions pour pécule de vacances	6 000 000	0
625100 Provisions pour pécule de vacances	-2 634 550	3 894 506
<i>D. Amortissement et réductions de valeur sur frais d'établissement sur immobilisations incorporelles et corporelles et provisions pour risques et charges</i>	<i>18 857 319</i>	<i>8 422 164</i>
<b>630 Amortissements, réduct° valeur, provisions</b>	<b>18 857 319</b>	<b>8 422 164</b>
630100 Amortissements sur immobilisat° incorporelles	157 900	174 036
630210 Amortissements sur mobilier	2 781 987	2 263 350
630230 Amortissements sur outillage et machines	22 631	17 949
630240 Amortissements sur matériel informatique et télép	15 181 545	5 588 962
630250 Amortissements sur matériel roulant	245 159	245 159
630260 Amortissements sur équipement du bâtiment	468 097	132 708
<i>G. Autres charges d'exploitation</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<b>640 Autres charges d'exploitation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
640000 Taxes sur véhicules	0	0
<b>IV. Produits financiers</b>	<b>6 881 085</b>	<b>3 028 910</b>
<i>C. Autres produits financiers</i>	<i>6 881 085</i>	<i>3 028 910</i>
<b>75 Produits financiers</b>	<b>6 881 085</b>	<b>3 028 910</b>
756000 Produits financiers divers	6 881 085	3 028 910

	Exercice 2001	Exercice 2000
<b>V. Charges financières</b>	<b>18 292</b>	<b>4 041</b>
<i>C. Autres charges financières</i>	18 292	4 041
<b>650 Charges financières</b>	<b>18 292</b>	<b>4 041</b>
655000 Ecart de conversion	2	
659000 Charges financières diverses	18 290	4 041
<b>VII. Produits exceptionnels</b>	<b>0</b>	<b>6</b>
<i>E. Autres produits exceptionnels</i>	0	6
<b>760 Produits exceptionnels</b>	<b>0</b>	<b>6</b>
764000 Autres produits exceptionnels	0	6
<b>VIII. Charges exceptionnelles</b>	<b>2 000 000</b>	<b>2 990</b>
<i>E. Autres charges exceptionnelles</i>	2 000 000	2 990
<b>660 Charges exceptionnelles</b>	<b>2 000 000</b>	<b>2 990</b>
662000 Provisions pour risques et charges exceptionnelles	2 000 000	
664000 Autres charges exceptionnelles	0	2 990
<b>X. Impôts sur le résultat</b>	<b>1 067 234</b>	<b>419 265</b>
<i>A. Impôts</i>	1 067 234	419 265
<b>670 Impôts sur le résultat</b>	<b>1 067 234</b>	<b>419 265</b>
670000 Impôts et précomptes retenus	1 067 234	419 265
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>67 071 174</b>	<b>71 553 347</b>
<b>Résultat reporté de l'exercice précédent</b>	<b>53 473 927</b>	<b>17 651 420</b>
<b>Résultat à reporter</b>	<b>120 545 101</b>	<b>53 473 927</b>

## COMPTE DE GESTION 2001

MOUVEMENTS BANCAIRES		Créances au 1/01/01	Compte d'exécution	Créances au 31/12/01	Encaissement
<b>Bilan au 1er janvier 2001</b>					
Chapitre 41. Produits résultant de l'exercice de la mission statutaire					
412.01 Remboursement O.I.P. CF-Bruxelles	9 271	2 610 044	336 671	2 282 644	
413.01 Revenus financiers	80 506	5 722 776		5 803 282	
414.01 Revenus patrimoniaux	10 476	1 365 124		1 365 124	
416.01 Recettes diverses	275 376	442 688		453 164	
417.01 Remboursement Cabinet ministériel	375 629	1 753 444	342 799	1 686 021	
<b>TOTAL CHAPITRE 41</b>		<b>11 894 076</b>	<b>679 470</b>	<b>11 590 235</b>	<b>19 217 622</b>
Chapitre 45. Intervention du service public					
450.01 Subvention de la Communauté française		403 920 000		403 920 000	
Retour du compte placement				1 665 446 733	
<b>TOTAL</b>	<b>375 629</b>	<b>415 814 076</b>	<b>679 470</b>	<b>2 080 956 968</b>	
<b>MOUVEMENTS BANCAIRES (suite)</b>					
Chapitre 51. Montants à payer aux personnes attachées à l'organisme					
511.01 Rémunération du personnel, y compris les charges sociales	2 314 096	169 681 950	18 237	167 349 617	
513.01 Frais de représentation et de déplacements	6 995	117 200	15 775	108 420	
<b>TOTAL CHAPITRE 51</b>	<b>2 307 101</b>	<b>169 799 150</b>	<b>34 012</b>	<b>167 458 037</b>	

MOUVEMENTS BANCAIRES (suite et fin)	Dettes au 1/01/01	Compte d'exécution	Dettes au 31/12/01	Décaissement
Chapitre 52. Montants à payer à des tiers pour prest., fournit. et tx				
521.01 Loyer des locaux et charges	381 124	19 733 868	671 791	19 443 201
522.01 Frais généraux (bureaux, informatique, télécom., affranchis.)	1 063 371	67 052 461	26 316 169	41 799 663
523.01 Frais de publication		8 035 495	13 310	8 022 185
524.01 Honoraires des avocats, experts, contentieux	502 254	12 054 685	1 330 568	11 226 371
525.01 Charges financières		18 290		18 290
526.01 Autres prestations (informatique)	4 430 772	29 844 324	7 106 988	27 168 108
527.01 Assurances	62 498	710 753		773 251
<b>TOTAL CHAPITRE 52</b>	<b>6 440 019</b>	<b>137 449 876</b>	<b>35 438 826</b>	<b>108 451 069</b>
Chapitre 53. Exercice par l'organisme de sa mission statutaire				
534.01 Ristournes et non-valeurs	553 379	32 311 897		32 865 276
Chapitre 55. Soes à payer à des tiers pour l'acquis. biens patrimoniaux				
550.02 Acquisitions de matériel, mobiliers, véhicules automobiles	519 456	34 944 913	3 376 365	32 088 004
Placement				1 725 446 733
Caisse				179 049
Ecart de conversion				1
<b>TOTAL</b>	<b>5 205 753</b>	<b>374 505 836</b>	<b>38 849 203</b>	<b>2 066 488 167</b>

Bilan au 31 décembre 2001 33 686 423

**MOUVEMENTS DE CAISSE**

Bilan au 1er janvier 2001 10 579

	Encaissement
Fournisseur divers (M. Dandumont)	2 000
Banque	179 049
<b>TOTAL</b>	<b>181 049</b>

MOUVEMENTS DE CAISSE (suite et fin)		Décaissement
Chapitre 51. Montants à payer aux personnes attachées à l'organisme		
513.01 Frais de représentation, de déplacements, d'anniversaire	120 716	120 716
<b>TOTAL CHAPITRE 51</b>	<b>120 716</b>	<b>120 716</b>
Chapitre 52. Montants à payer à des tiers pour prestat., fournit. et travaux		
521.01 Loyer des locaux et charges	7 682	7 682
522.01 Frais généraux (bureaux, informatique, télécom., affranchissement)	57 267	57 267
<b>TOTAL CHAPITRE 52</b>	<b>64 949</b>	<b>64 949</b>
<b>TOTAL</b>	<b>185 665</b>	<b>185 665</b>
<b>Bilan au 31 décembre 2001</b>		<b>5 963</b>

MOUVEMENTS DU COMPTE DE PLACEMENT		Encais./Décaissement
<b>Bilan au 1er janvier 2001</b>		
Banque (Placement)		90 000 000
<b>TOTAL</b>		<b>1 725 446 733</b>
<b>Banque (Retour placement)</b>		
<b>TOTAL</b>		<b>1 665 446 733</b>
<b>Bilan au 31 décembre 2001</b>		<b>150 000 000</b>

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2019/15481]

**1 FEBRUARI 2008. — Decreet houdende de eindregeling van de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2001 (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

EERSTE DEEL – DIENSTEN ALGEMEEN BESTUUR  
VAN HET MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP  
BEGROTINGSJAAR 2001

HOOFDSTUK IVastleggingen verricht ter uitvoering van de begroting§ 1. Vaststelling van de gesplitste vastleggingskredieten**Artikel 1**

De vastleggingskredieten toegekend per begrotingsdecreten voor het begrotingsjaar 2001, bedragen 1.179.400.000 frank (bijlage tabel I, kolom 1)

§ 2 Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de gesplitste kredieten**Artikel 2**

De uitgavenvastleggingen aangerekend ten laste van deze kredieten bedragen 974.025.680 frank (bijlage tabel I, kolom 4)

**Artikel 3**

De op het einde van het begrotingsjaar beschikbare vastleggingskredieten bedragen 205.374.320 frank (bijlage tabel I, kolom 6). Overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 34 en 35 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, wordt dit bedrag geannuleerd (bijlage tabel I, kolom 8).

§ 3. Vaststelling van de variabele vastleggingskredieten**Artikel 4**

De variabele vastleggingskredieten aangewend voor de vastleggingen van het begrotingsjaar 2001 bedragen 5.042.716.019 frank (bijlage tabel IV vastleggingen, kolom 2).

Daar het beginsaldo op 1 januari 2001, verhoogd met verminderingen van visa op vorige jaren, 584.215.603 frank bedroeg (bijlage tabel IV vastleggingen, kolom 1), bedragen de beschikbare vastleggingen ten laste van de variabele kredieten voor het jaar 2001 5.626.931.622 frank (bijlage tabel IV vastleggingen kolom 3)

In afwijking van § 4 van artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, hebben de artikelen 5, 36 en 38 van het decreet van 12 december 2000 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2001 de debettoestand van sommige variabele kredieten toegelaten.

§ 4. Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de variabele kredieten**Artikel 5**

De uitgavenvastleggingen ten laste van de variabele vastleggingskredieten van het begrotingsjaar 2001 bedragen 5.841.377.918 frank (bijlage tabel IV vastleggingen, kolom 4)

**Artikel 6**

Naar aanleiding van de bepalingen van de artikelen 4 en 5 hierboven, bedragen de beschikbare vastleggingen – variabele kredieten op het einde van het begrotingsjaar 2001 -214.446.296 frank (bijlage tabel IV vastleggingen, kolom 5)

Dit saldo wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK IIOntvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de begroting§ 1 Vaststelling van de ontvangsten**Artikel 7**

De vastgestelde rechten ten bate van de Franse Gemeenschap bedragen voor het begrotingsjaar 2001 251.095.485.378 frank (bijlage tabel II kolom 2)

Dit bedrag bestaat uit:

	(in frank)
- lopende fiscale en algemene ontvangsten	247.889.186.318
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten	6.299.060
- <b>opbrengsten van lening</b>	<b>3.200.000.000</b>

**Artikel 8**

De begrotingsontvangsten van het jaar 2001 bedragen 251.095.485.378 frank (bijlage tabel II kolom 3).

Dit bedrag bestaat uit:

	(in frank)
- lopende fiscale en algemene ontvangsten	247.889.186.318
- fiscale en algemene kapitaalontvangsten	6.299.060
- opbrengsten van lening	3.200.000.000

**Artikel 9**

De vastgestelde rechten nog te innen bij de afsluiting van het begrotingsjaar bedragen 0 frank (bijlage tabel II kolom 4)

Dit bedrag bestaat uit :

- a. geannuleerde of in onbepaald uitstel gebrachte rechten (bijlage tabel II kolom 5) (in frank)
  - lopende fiscale en algemene ontvangsten
  - fiscale en algemene kapitaalontvangsten
  - opbrengst van lening
- b. naar het begrotingsjaar 2002 overgedragen rechten (bijlage tabel II kolom 6)
  - lopende fiscale en algemene ontvangsten
  - fiscale en algemene kapitaalontvangsten
  - opbrengst van lening

§ 2 Vaststelling van de uitgavenkredieten**Artikel 10**

De begrotingsdecreten betreffende het begrotingsjaar 2001 hebben de oorspronkelijke kredieten voor de ordonnanceringskredieten van de uitgaven verdeeld op de volgende wijze:

(bijlage tabel III, kolom 1).

Ordonnanceringskredieten	1.153.700.000
Niet-gesplitste kredieten	251.496.000.000

**Artikel 11**

Die uitgavenmachtigingen werden gewijzigd bij aanpassingen verricht krachtens de aanpassingsdecreten voor een bedrag van 3.287.600.000 frank verdeeld op de volgende wijze (nettoaanpassing) (bijlage tabel III kolom 2) :

Ordonnanceringskredieten	230.400.000
Niet-gesplitste kredieten	3.057.200.000

**Artikel 12**

De toegekende uitgavenmachtigingen voortvloeiend uit de artikelen 10 en 11 worden verhoogd met de kredieten overgedragen van het vorige begrotingsjaar voor een bedrag van 7.946.836.988 frank krachtens de artikelen 34 en 35 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, onderverdeeld als volgt (bijlage tabel III kolom 3):

Ordonnanceringskredieten	
Niet-gesplitste kredieten	7.946.836.988

**Artikel 13**

- Krachtens de artikelen 10, 11 en 12 hierboven, bedraagt het totaal van de toegekende uitgavenmachtigingen beschikbaar voor het begrotingsjaar 2001 263.884.136.988 frank (bijlage tabel III, kolom 4). Die uitgavenmachtigingen worden verdeeld als volgt:

Ordonnanceringskredieten	1.384.100.000
Niet-gesplitste kredieten	262.500.036.988

§ 3 Vaststelling van de uitgaventoestand**Artikel 14**

De uitgaven aangerekend ten laste van het begrotingsjaar 2001 bedragen 250.775.791.508 frank (bijlage tabel III, kolommen 5, 6 en 7), onderverdeeld in:

	Prestaties van vroegere jaren	Prestaties van lopende jaren	Totale uitgaven
Ordonnanceringskredieten	37.893.956	1.078.430.270	1.116.324.226
Niet-gesplitste kredieten	2.442.169.667	247.217.297.615	249.659.467.282
Totaal	2.480.063.623	248.295.727.885	250.775.791.508

**Artikel 15**

Van dit bedrag werd aan het Rekenhof verantwoording afgelegd voor een bedrag van 250.775.791.508 frank waarvan:

Ordonnanceringskredieten	1.116.324.226
Niet-gesplitste kredieten	249.659.467.282

(bijlage tabel III, kolom 8)

**Artikel 16**

Uit de vergelijking van de artikelen 14 en 15 blijkt dat er geen uitgave is die geregulariseerd moet worden met toepassing van artikel 79 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991 (bijlage tabel III, kolom 9).

§ 4 Regeling van de kredieten**Artikel 17**

De vergelijking tussen de uitgavenmachtigingen (artikel 13) en de aangerekende verrichtingen (artikel 14) doet een verschil uitkomen voor het begrotingsjaar 2001 van 13.108.345.480 frank onderverdeeld als volgt :

Ordonnanceringskredieten	267.775.774
Niet-gesplitste kredieten	12.840.569.706



**Artikel 18**

Om te uitgaven van het begrotingsjaar 2001 verricht boven de kredieten of in afwezigheid ervan te dekken, worden aanvullende kredieten toegekend voor een bedrag van 2.213.991.723 frank:

Ordonnanceringskredieten	0
Niet-gesplitste kredieten	2.213.991.723

Deze kredieten worden verdeeld zoals vermeld in de tabel VI van de bijlage.

**Artikel 19**

Overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 17 en 18, bestaat het bedrag van de op 31 december 2001 beschikbare kredieten uit:

(bijlage tabel III, kolommen 11 en 12).

	Ordonnanceringskredieten	Niet-gesplitste kredieten	Totaal
Te annuleren kredieten	267.775.774	4.776.031.372	5.043.807.146
Naar het volgende begrotingsjaar over te dragen kredieten	0	10.278.530.057	10.278.530.057

§ 5 Algemeen ontvangsten- en uitgavenresultaat van de begroting 2001**Artikel 20**

Het algemeen resultaat van de begroting voor het begrotingsjaar 2001 wordt als volgt opgesteld:

De ontvangsten, met inbegrip van de opbrengst van lening bedragen 251.095.485.378 frank

De uitgaven bedragen 250.775.791.508 frank

Als conclusie, indien geen rekening wordt gehouden met de variabele kredieten en de afzonderlijke sectie, overtreffen de ontvangsten de uitgaven met 319.693.870 frank

Daar het saldo op het einde van het begrotingsjaar 2000 -8.485.774.707 frank bedroeg, bedraagt het saldo op het einde van het begrotingsjaar 2001 -8.166.080.837 frank

HOOFDSTUK IIIOntvangsten en uitgaven betreffende de variabele kredieten§ 1. Vaststelling van de aangewende ontvangsten**Artikel 21**

De vastgestelde rechten van deze aard bedragen voor het begrotingsjaar 2001 5.042.716.019 frank (bijlage tabel II aangewende ontvangsten) waarvan

Lopende ontvangsten	5.019.848.784
Kapitaalontvangsten	22.867.235

§ 2. Vaststelling van de variabele ordonnanceringskredieten**Artikel 22**

De openstaande en aangewende variabele ordonnanceringskredieten voor de ordonnanceringen van het begrotingsjaar 2001 bedragen 5.042.716.019 frank (bijlage tabel IV ordonnanceringen, kolom 2)

Daar het beginsaldo op 1 januari 2001 715.175.281 frank bedroeg, bedragen de beschikbare ordonnanceringen op de variabele kredieten 5.757.891.300 frank (bijlage tabel IV ordonnancering, kolom 3)

In afwijking van § 4 van artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, hebben de artikelen 5, 36 en 38 van het decreet van 12 december 2000 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2001 de debettoestand van sommige variabele kredieten toegelaten.

§ 3. Vaststelling van de uitgaven ten laste van de variabele kredieten**Artikel 23**

De ordonnanceringen aangerekend ten laste van de variabele ordonnanceringskredieten van het begrotingsjaar 2001 bedragen 5.715.941.873 frank (bijlage tabel IV ordonnanceringen kolom 4).

**Artikel 24**

Overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 22 eerste lid en 23, bedraagt het jaarlijkse saldo van de variabele ordonnanceringskredieten -673.225.854 frank

**Artikel 25**

Overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 22 tweede lid en 23 hierboven, bedragen de beschikbare ordonnanceringen – variabele kredieten op het einde van het begrotingsjaar 2001 41.949.427 frank (bijlage tabel IV ordonnanceringen kolom 5). Dit saldo wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK IVOntvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de afzonderlijke sectie van de begroting**Artikel 26**

De begrotingsdecreten van het jaar 2001 hebben de ontvangsten en uitgaven voor de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap geraamd als volgt:

	(in frank)
- Ontvangsten	0
- Uitgaven	0

(bijlage tabel V, kolommen 1, 2).

**Artikel 27**

Het saldo dat beschikbaar is op 1 januari 2001 bedroeg -117.942.737 frank (bijlage tabel V kolom 7).

Er werd geen ontvangst geboekt op de twee fondsen die verder in de afzonderlijke sectie bestaan.

**Artikel 28**

Er werd geen uitgave aangerekend op de twee fondsen die verder in de afzonderlijke sectie bestaan.

**Artikel 29**

Daar er geen verrichtingen van ontvangsten en uitgaven werd verricht zoals blijkt uit de artikelen 27 en 28, bedraagt het op 31 december 2001 in de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap beschikbare saldo -117.942.737 frank (bijlage tabel V kolom 9). Het wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK V  
Globaal resultaat

**Artikel 30**

Alle diensten samen, begroting en afzonderlijke sectie, rekening houdend met de artikelen 20, 23 en 29 van dit decreet, geeft het globaal resultaat van de begroting 2001 (in frank):

Begroting sensu stricto :	319.693.870
Variabele kredieten :	-673.225.854
Afzonderlijke sectie :	
Totaal :	-353.531.984

TWEEDE DEEL VERRICHTINGEN TER UITVOERING VAN DE BEGROTINGEN  
VAN DE DIENSTEN MET AFZONDERLIJK BEHEER VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

HOOFDSTUK I

Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de begrotingen van de diensten met afzonderlijk beheer van het ministerie van de Franse Gemeenschap

§ 1 Vaststelling van de ontvangsten**Artikel 31**

De vooruitzichten voor de jaarlijkse ontvangsten bedragen 8.870.900.000 frank (bijlage tabel VII kolom 1)

De ontvangsten voor het begrotingsjaar 2001 bedragen 14.734.297.255 frank.

Ze worden onderverdeeld als volgt:

- Saldo op 1 januari	5.009.486.393
- Ontvangsten van het jaar	9.724.810.862

(bijlage tabel VII kolommen 3 en 6).

Het bedrag van 14.734.297.255 frank is het beschikbaar bedrag voor de uitgaven van het jaar 2001.

§ 2. Vaststelling van de uitgaven**Artikel 32**

De vooruitzichten voor de uitgaven bedragen 9.545.100.000 frank (bijlage tabel VII kolom 2).

De uitgaven bedragen 9.507.423.739 frank (bijlage tabel VII kolom 4).

§ 3. Begrotingsresultaat**Artikel 33**

Overeenkomstig de artikelen 31 en 32, wordt het begrotingsresultaat van het jaar vastgelegd op het bedrag van 217.387.123 frank.

Het bedrag beschikbaar op 31 december 2001 bedraagt 5.226.873.516 frank.

Het wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

DERDE DEEL. VERRICHTINGEN TER UITVOERING VAN DE BEGROTINGEN  
VAN INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT VAN HET TYPE A

Overeenkomstig artikel 6, § 3, van de wet van 16 maart 1954 worden de rekeningen van de instellingen van categorie A opgemaakt onder het toezicht van de minister waaronder ze ressorteren en maken het voorwerp uit van een ontwerp van begrotingsregeling

HOOFDSTUK I  
COMMISSARIAT GENERAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES

Lopend jaar

**Artikel 34**

Begrotingsverwijzing: decreet van 12 december 2000

houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2001 artikel 45

Boek 159 van het Rekenhof – deel II

De eindregeling van de begroting van het "C.G.R.I." voor het jaar 2001 wordt opgesteld als volgt:

a) Ontvangsten	
ontvangsten voorzien in het begrotingsdecreet	1.449.517.000
aangerekende ontvangsten	1.201.718.845
verschil	247.798.155

b) uitgaven	
kredieten toegekend door het begrotingsdecreet	1.545.592.000
aanvullende kredieten die toegekend moeten worden	
totaal van de kredieten	1.545.592.000
aangerekende uitgaven	1.095.571.804
Kredietoverschot dat geannuleerd moet worden	450.020.196
c) samenvatting : het eindresultaat van het beheersjaar 2001 wordt als volgt samengevat	
ontvangsten	1.201.718.845
uitgaven	1.095.571.804
ontvangstenoverschot	106.147.041

HOOFDSTUK II  
FONDS D'EGALISATION DES BUDGETS (Egalisatiefonds voor begrotingen)

Lopend jaar

**Artikel 35**

Begrotingsverwijzing: decreet van 12 december 2000

houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2001 artikel 45

Boek 159 van het Rekenhof – deel II

De eindregeling van de begroting van het *Fonds d'égalisation des budgets* voor het jaar 2001 wordt opgesteld als volgt:

a) ontvangsten	
ontvangsten voorzien in het begrotingsdecreet	722.700.000
aangerekende ontvangsten	722.700.000
verschil	0
b) uitgaven	
kredieten toegekend door het begrotingsdecreet	0
aanvullende kredieten die toegekend moeten worden	
totaal van de kredieten	0
aangerekende uitgaven	0
kredietoverschot dat geannuleerd moet worden	0
c) samenvatting : het eindresultaat van het beheersjaar 2001 wordt als volgt samengevat	
ontvangsten	722.700.000
uitgaven	0
ontvangstenoverschot	722.700.000

HOOFDSTUK III  
SERVICE DE PERCEPTION  
DE LA REDEVANCE RADIO ET TELEVISION DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

Lopend jaar

**Artikel 36**

Begrotingsverwijzing: decreet van 12 december 2000

houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2001 artikel 45

Boek 159 van het Rekenhof – deel II

De eindregeling van de begroting van de *Service de Perception de la Redevance Radio et Télévision de la Communauté française* voor het jaar 2001 wordt opgesteld als volgt:

a) ontvangsten	
ontvangsten voorzien in het begrotingsdecreet	415.205.000
aangerekende ontvangsten	415.814.076
verschil	609.076
b) uitgaven	
kredieten toegekend door het begrotingsdecreet	415.205.000
aanvullende kredieten die toegekend moeten worden	25.526.863
totaal van de kredieten	
440.731.863	
aangerekende uitgaven	374.691.501
kredietoverschot dat geannuleerd moet worden	66.040.362

c) samenvatting : het eindresultaat van het beheersjaar 2001 wordt als volgt samengevat	
ontvangsten	415.814.076
uitgaven	374.691.501
ontvangstenoverschot	41.122.575

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Gegeven te Brussel, 1 februari 2008.

M. ARENA,

Minister-President, belast met het Leerplichtonderwijs

M.-D. SIMONET,

Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen

M. DAERDEN,

Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport

F. LAANAN,

Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector

M. TARABELLA,

Minister van Jeugd en Onderwijs voor sociale Promotie

C. FONCK,

Minister van Kind, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid

---

Nota

(1) *Zitting 2006-2007*

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr.381-1

*Zitting 2007-2008*

Stukken van het Parlement – Verslag, nr. 381-2

Integraal verslag - Bespreking en aanneming - Vergadering van 22 januari 2008.